

Quant aux diplômés possédant une maîtrise, leur marché du travail connaît une baisse, cette année, de 20 p. 100.

Enfin, les étudiants qui arrivent sur le marché du travail munis d'un doctorat ont vu leurs chances diminuer de 25 p. 100 au cours des derniers 12 mois.

Il semble bien qu'en dépit des milliards investis dans l'éducation durant les dernières décennies, les résultats sensibles auxquels on devait s'attendre ne sont pas pour demain.

A notre époque et dans notre milieu, la dictature économique de quelques hommes protégés par le gouvernement en place a imposé la prédominance de l'argent sur toutes les valeurs, et l'homme n'est pas autre chose qu'une marchandise soumise à la loi de la demande et de l'offre.

Quant à ceux qui ont faim et à ceux qui sont sans travail, la société n'offre même pas les surplus de lait et de blé qu'elle laisse produire.

Étant donné les millions de personnes, les trop nombreux Canadiens qui vivent dans la pauvreté dans notre société d'abondance, les jeunes se posent des questions. Ils sont sceptiques devant les paroles, les promesses et les programmes de rénovation qui ne se concrétisent jamais.

Ils se méfient des hommes politiques qui ne gouvernent pas pour le peuple. Le gouvernement, disent-ils, n'est pas celui du peuple, et je sais qu'ils ont raison.

Le rôle d'esclaves, qui a été celui de leurs parents dans le système actuel, ne les enthousiasme pas du tout, et ils demandent ce que nous avons à leur proposer.

Je crois qu'il est urgent de répondre, car des milliers de jeunes n'accepteront pas de se joindre aux rangs des assistés sociaux et des chômeurs.

Dans les conditions changeantes de cette époque, le gouvernement devrait prendre les moyens d'associer au développement du Canada les étudiants et les jeunes chômeurs. Il faut savoir découvrir le citoyen et lui confier les tâches sociales dont l'accomplissement devient une contribution au bien commun.

L'imagination et l'enthousiasme des jeunes peuvent créer et produire des initiatives enrichissantes. Cette responsabilité, qui leur serait confiée, représenterait une excellente préparation à la vie.

Si nous voulons éviter que se développe davantage le sentiment de dégoût que cette génération éprouve en face des piètres résultats de l'administration actuelle, il est plus que temps, à mon avis, de faire le nécessaire pour créer la société juste dont on a tant parlé.

La société juste proposée, on se demande si c'était simplement pour le «fun». Franchement, nous nous demandons si le premier ministre (M. Trudeau) était conscient de ses paroles lorsqu'il a fait la promesse d'établir cette société juste. Savait-il réellement à quoi il s'engageait ou n'était-ce pas tout simplement un piège d'élection?

L'augmentation du nombre des chômeurs nous le laisse croire. Cette situation nous coûte extrêmement cher, car les pertes de salaires sont considérables.

[M. Godin.]

● (8.30 p.m.)

Les biens qui ne sont pas produits, ou les services qui ne sont pas rendus, appauvrissent la société. Le travailleur doit alors subir un taux d'imposition plus élevé pour compenser les diminutions des taxes encourues et, rapidement, l'octroi d'autres prestations sociales est nécessaire pour pallier à l'absence de salaire.

Maintenir en chômage des citoyens valides, c'est un peu les démoraliser et les diminuer. Conserver au Canada 500,000 personnes en chômage, c'est un peu affaiblir la vie collective, augmenter les prix à la consommation et alourdir, pour le travailleur encore en place, le fardeau des impôts, car, pour faire vivre celui qui est sans emploi, même s'il ne s'agit que de lui offrir le minimum, il en coûte quelque chose.

Celui qui est sans travail doit se contenter du strict minimum tandis que celui qui travaille doit se serrer la ceinture, parce qu'une partie de sa paie lui a été enlevée pour garantir le minimum au chômeur.

Dans les deux cas, les deux sont punis, puisque le travailleur qui n'en avait déjà pas assez est obligé de partager avec celui qui n'a rien du tout.

Voici ce qui est le plus ridicule de tout. Des personnes dans la soixantaine, fatiguées et épuisées, travaillent encore et sont cotisées pour faire vivre leurs voisins de 18 à 25 ans qui sont en parfaite santé et qui attendent leur tour d'être embauchés.

Non seulement n'a-t-on rien à offrir aux jeunes, mais les trouve-t-on encombrants.

Si les jeunes ont moins d'une dixième année, toutes leurs demandes d'emploi sont simplement jetées au panier. Par contre, s'ils détiennent des diplômes, ils sont inscrits sur les listes des industriels, des commerçants ou, enfin sur celles de la Fonction publique, tant fédérale que provinciale, aux Centres de la Main-d'œuvre du Canada.

Monsieur le président, nous avons gagné la guerre avec des gars qui n'avaient que trois et quatre années de scolarité. Pour combattre les méchants Allemands, on avait même engagé des gars qui ne savaient ni lire ni écrire.

Aujourd'hui, en temps de paix, celui qui désire vivre normalement doit attendre. Même s'il est chômeur enregistré, il doit prouver qu'il a de l'expérience, et comme le jeune sort de l'école, il est mal placé pour prouver son expérience.

A la Fonction publique, par exemple—histoire de passer le temps—on leur fait passer des examens. J'ai en main une lettre qui a été adressée à un électeur de la région de Québec, au cours de l'été. Un jeune homme avait postulé un emploi d'opérateur de radio, le 17 avril 1970. Alors, la Commission de la Fonction publique l'a invité, chaque mois, à aller passer un examen, histoire de l'amuser. Et à la fin de l'été, le 11 septembre, plus précisément, on lui adressait la lettre suivante:

Monsieur,  
La présente fait suite à votre demande d'emploi à titre d'opérateur radio et à notre accusé de réception du 16 juillet 1970.

Nous avons l'intention de vous appeler à l'examen écrit pour ce concours vers la fin du mois d'août mais celui-ci a dû être annulé à cause de la grève des postes. Entretemps, le ministère des Transports nous a fait savoir que tous les postes pour le prochain cours sont déjà comblés.